Grèce : milliardaires et multinationales se partagent le gâteau des privatisations

Olivier Petitjean

23 janvier 2015

Oligarchies

En échange de l'aide financière internationale, la Grèce s'est vue imposer un vaste programme de privatisations. Transport, énergie, loterie nationale, gestion de l'eau, infrastructures, patrimoine culturel... C'est la braderie générale ! Investisseurs russes, chinois ou azéris, multinationales françaises ou allemandes, et surtout les oligarques grecs, se ruent sur ces bonnes affaires, sur fond d'irrégularités et de soupçons de corruption. Au détriment des simples citoyens étouffés par les plans d'austérité. En cas de victoire électorale ce 25 janvier, le mouvement de gauche Syriza saura-t-il inverser la tendance ? Et s'appuyer sur les résistances citoyennes, qui ont par exemple réussi à réinventer un service public de l'eau ?

Ce dimanche 25 janvier, les Grecs se rendent aux urnes pour élire un nouveau gouvernement. La perspective d'une accession au pouvoir de Syriza, la coalition de la gauche radicale, seule ou avec d'autres partis, est réelle. Si cette victoire se confirme, ce sera en grande partie à cause du rejet de la politique d'austérité massive imposée au pays depuis plus de cinq ans. Celle-ci s'est traduite par une baisse sans précédent des revenus et des conditions de vie de la plupart des Grecs, jusqu'à menacer leur état de santé [1]. Économiquement, cette politique d'austérité apparaît comme un échec manifeste, si ce n'est pour tous ceux – banques françaises ou allemandes [2], investisseurs étrangers, fonds spéculatifs [3], mais aussi hommes d'affaires grecs – qui ont su y trouver leur compte.

Élément crucial du traitement de choc imposé par la « troïka » (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Commission européenne) en échange de son aide financière : le vaste programme de privatisations d'entreprises et de patrimoines appartenant à l'État grec. Sur la liste des actifs destinés à la privatisation figuraient notamment les entreprises publiques de production, de transport et de distribution d'électricité et de

gaz, l'entreprise pétrolière nationale, les services d'eau d'Athènes et de Thessalonique, tous les aéroports du pays, tous les ports, des autoroutes, les entreprises ferroviaires nationales, le service postal, ou encore les organismes de loterie et de paris sportifs. Sans compter plusieurs milliers de biens fonciers [4], parmi lesquels de nombreux joyaux comme le manoir vénitien de Castello Bibelli, sur l'île de Corfou, la plage d'Agios Ioannis en Chalcidique, celle de Kassiopi encore à Corfou, ou celle d'Agia Triada, à proximité de Thessalonique. Autant de lieux désormais voués aux promoteurs touristiques.

Braderie du patrimoine national

C'est donc une véritable braderie du patrimoine national qui s'est organisée en quelques années. Pour quels résultats ? En 2010, des représentants de la troïka ont avancé le chiffre de 50 milliards d'euros de recettes attendues de ces privatisations. Depuis, ces estimations n'ont cessé d'être revues à la baisse. Fin 2013, l'État grec réussi seulement à récolter 4 milliards d'euros, dont seulement 2,6 effectivement versés – il en espérait encore 11 milliards d'ici 2016, et 25 milliards d'ici 2020. Fin 2014, le chiffre était de 7,7 milliards, dont 3,1 réellement reçus. Les recettes totales espérées à l'horizon 2016 n'étaient plus que de 9,6 milliards d'euros. Soit à peine 20% des espérances initiales...

Malgré l'atmosphère générale de précipitation et les pressions constantes exercées par la troïka pour faire avancer les privatisations, celles-ci progressent lentement, et n'obtiennent pas les résultats escomptées. Si plusieurs opérations significatives sont en voie d'achèvement (la loterie nationale, les aéroports régionaux, le site de l'ancien aéroport d'Athènes, l'entreprise de transport de gaz Defsa), d'autres sont des échecs retentissants, comme la vente des services d'eau d'Athènes et de Thessalonique, celle de l'entreprise de gaz Depa). Les cessions restantes ne cessent d'être retardées.

Juteuses plus-values, irrégularités et voyage en jet privé

Plusieurs raisons expliquent cet échec relatif pour la troïka et les dirigeants grecs. Tout d'abord, le programme de privatisation s'est heurté à de nombreuses résistances, notamment de la part du pouvoir judiciaire, des syndicats et des citoyens. Ensuite, les investisseurs potentiels ne se sont pas forcément montrés très empressés, notamment les premières années, du fait de l'incertitude politique et parce que ces entreprises connaissaient parfois des dysfonctionnements, aggravés par la crise que traversait le pays tout entier. Enfin, comme c'est souvent le cas en matière de privatisations, les repreneurs se sont retrouvés en position de force, face à des pouvoirs publics désespérés de pouvoir remplir les conditions de la troïka ans les délais imposés, et ont su négocier des prix avantageux.

« C'était le pire moment possible pour initier un programme de privatisations. Normalement on ne devrait pas privatiser au beau milieu d'une crise », déplore un ancien dirigeant de Taiped, l'agence grecque en charge des privatisations, cité par une enquête approfondie du quotidien allemand *Tagesspiegel* sur les privatisations en Grèce et au Portugal cite. Même du point de vue de ses promoteurs, la manière dont le programme grec a été conçue et menée est un non-sens...

Les entreprises françaises veulent une part du gâteau

Les repreneurs des parts de la loterie nationale (Opap), privatisées par le gouvernement grec, ont ainsi versé 652 millions d'euros, sensiblement moins que le prix théorique correspondant à la capitalisation boursière de la société. Le jour même de l'acquisition, la valeur de l'action a cependant bondi de 6,13 à 9,13 euros. Elle est aujourd'hui de 13 euros, soit le double de sa valeur ! Une juteuse plus-value pour les hommes d'affaires grecs et tchèques qui ont négocié le rachat, et qui étaient les seuls candidats à la reprise. Le président de Taiped de l'époque s'est consolé en partant immédiatement en vacances dans le jet privé du milliardaire grec Dimitris Melissianidis, l'un des repreneurs. Le scandale l'a contraint à la démission. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres des problèmes et des irrégularités qui auront entaché le travail de l'agence. Depuis sa création, celle-ci a déjà changé cinq fois de dirigeant... Un fait qui en dit long sur ce que cache, réellement, la mise en œuvre du programme de privatisation grec.

Les entreprises françaises ne pouvaient pas rester à l'écart d'une telle aubaine. Nombreuses sont les firmes

tricolores qui se sont portées candidates à la reprise d'entreprises publiques grecques, encouragées en cela par le président François Hollande, au nom de la « solidarité » des Français avec les souffrances du peuple grec… C'est ainsi qu'Alstom a fait acte de candidature au rachat de Rosco, entreprise de matériel ferroviaire, tandis que la SNCF est retenue parmi les trois repreneurs potentiels de TrainOSE, la société de transport ferroviaire (la décision est attendue pour 2015)
[5]. Le géant du BTP Vinci figure parmi les candidats à la reprise des aéroports régionaux grecs, mais s'est vu préférer un consortium germano-grec. Le groupe pourrait se rattraper avec l'aéroport d'Athènes ou l'autoroute Egniata, dans le Nord de la Grèce. La Poste est également citée parmi les repreneurs potentiels de son homologue grecque, pendant que BNP Paribas et le Crédit agricole conseillent l'agence chargée des privatisations... [6]

Grâce aux mobilisations, l'eau demeure un service public

Paradoxalement, les entreprises publiques françaises apparaissent au premier rang lorsqu'il s'agit de privatiser à l'étranger. EDF a ainsi manifesté publiquement son intérêt pour le rachat de l'entreprise publique de production d'électricité DEI. La firme française s'intéresserait particulièrement aux actifs et à l'expertise de DEI dans le domaine du lignite, cette forme particulièrement polluante du charbon qu'EDF souhaite également développer en Serbie(lire notre article). Peu importe que les salariés de DEI aient organisé une grande grève en juillet dernier pour protester contre la privatisation de leur entreprise [7] : EDF fait valoir qu'en tant qu'entreprise publique, elle est peut-être la seule en Europe à ne pas avoir peur du pouvoir des syndicats [8]. Les enchères sont attendues en 2015.

Le cas le plus emblématique reste celui de Suez environnement, auquel l'Observatoire des multinationales a consacré une enquête approfondie. L'entreprise française s'est positionnée pour acquérir les services publics de l'eau d'Athènes et de Thessalonique à des conditions particulièrement avantageuses, alors que ces services sont en bonne santé financière et ne paraissent pas avoir besoin d'investissements. Les obstacles à la privatisation se sont accumulés. À Thessalonique, les partisans du service public ont organisé en mai 2014 un référendum populaire : 98% des votants se sont prononcé contre la privatisation de l'eau. Quelques semaines plus tard, la Cour suprême grecque a rendu un arrêt déclarant inconstitutionnelle la privatisation des services d'eau d'Athènes et de Thessalonique, cela portant atteinte aux obligations de l'État en matière de protection de la santé des citoyens. Dans son rapport de décembre 2014, Taiped ne mentionne plus ces deux entreprises dans la liste des entités à privatiser.

Ruée de capitaux chinois, russes, azéris…

Le programme de privatisations est parfois présenté comme une ruée sur les actifs bon marché, attirant des investisseurs de divers horizons, et notamment de l'Est. Outre le tourisme, l'autre grand projet économique sur lequel parient les technocrates est celui de faire de la Grèce un « hub », une porte d'entrée vers l'Europe depuis l'Asie. D'où l'importance du secteur des transports dans la liste des biens à privatiser. Du fait d'une culture orthodoxe partagée et de la stratégie d'influence du Kremlin, les entreprises russes se sont montrées particulièrement actives. Gazprom a longtemps été le repreneur pressenti de l'entreprise gazière Depa, avant de retirer sa candidature. L'entreprise ferroviaire publique russe RZD s'intéresse aux chemins de fer grecs, ainsi qu'au port de Thessalonique. Mais ces velléités pourraient bien se trouver entravées par la crise ukrainienne et les sanctions occidentales.

Côté Chinois, des investisseurs sont impliqués dans le projet de développement immobilier d'Hellenikon, l'ancien aéroport d'Athènes, qui deviendra le plus important projet urbain d'Europe, sur 620 hectares, si la résistance citoyenne ne parvient pas à préserver cet espace. D'autres s'intéressent à l'aéroport international actuel. L'entreprise Cosco a signé en 2009 un bail pour rénover et gérer une partie du port du Pirée, le plus important de Grèce ; elle est aujourd'hui candidate à son rachat pur et simple. Ses concurrents sont américain, néerlandais et philippin [9]. Plus inattendu, le rachat de l'entreprise de transport de gaz Defsa par une entreprise pétrolière et gazière d'État de l'Azerbaïdjan, s'explique par les grands projets de gazoducs visant à acheminer le gaz de la mer Caspienne vers l'Europe via la Grèce.

Les grands gagnants : les milliardaires grecs

Les principaux bénéficiaires des privatisations grecques ne sont peut-être pas au final les multinationales européennes et les investisseurs orientaux. Ce sont plutôt les milliardaires grecs. On les retrouve dans les consortiums qui se sont vus attribuer la loterie nationale (Dimitris Melissianidis), le site Hellenikon (groupe Lamda Development, appartenant à Spyros Latsis) ou les aéroports régionaux (Dimitris Copelouzos). Les entreprises françaises l'ont bien compris, qui n'ont pas manqué de s'associer aux fortunes locales pour déposer leurs propres candidatures : Aktor (propriété de l'homme d'affaires George Bobolas) pour Suez et Vinci, Damco Energy (groupe Copezoulos) pour Alstom… *« Cette privatisation montre l'hypocrisie totale de ce programme : il s'agissait soi-disant de faire venir les capitaux étrangers... Or avec Lamda Development, les décideurs grecs ont en réalité placé l'un des leurs ! »*, observait une urbaniste interrogée par Mediapart à propos du site d'Hellenikon.

Si la gauche grecque accède au pouvoir, changera-t-elle le cours des choses ? Syriza a toujours promis de suspendre le programme de privatisations, voire de revenir en arrière. Le mouvement a quelque peu modéré ses discours dans la perspective des échéances électorales. Le parti a en revanche ouvertement axé sa campagne sur la remise en cause des privilèges et de l'influence de ces « oligarques », qui ont profité des années de boom de la Grèce et profitent encore aujourd'hui des souffrance de leurs concitoyens [10].

Tracer un chemin alternatif pour la Grèce nécessitera d'aller au-delà du simple rejet de l'austérité, des privatisations et de leurs profiteurs. Il faudra notamment que Syriza sache perpétuer et exploiter la mobilisation et l'esprit de solidarité et d'innovation sociale dont ont fait preuve des millions de citoyens grecs confrontés à l'austérité. C'est ce qu'illustre à sa manière la lutte exemplaire – et victorieuse - contre la privatisation de l'eau de Thessalonique. Il ne suffit pas de défendre les positions acquises, il s'agit aussi d'inventer de nouvelles alliances entre syndicats et citoyens, et de nouvelles formes d'organisation sociale (comme la forme coopérative proposée par l'« Initiative 136 ») pour réinventer des services publics plus transparents, plus efficaces et plus démocratiques. Voilà la vraie réponse aux idéologues de la privatisation.

Olivier Petitjean

—

Photo : Sam Judson CC